

Le Burundi vit des heures sombres de son histoire

L'Avenir, 29-10-2024 Disparitions, exécutons, menaces, spoliations : le Burundi la d'rive Le Burundi fait face à une crise qui touche autant l'économie que les droits humains. Les perspectives sont sombres à l'approche de deux scrutins électoraux majeurs. Le Burundi, pays de l'Afrique de l'Est entre la RDC, le Rwanda et la Tanzanie, vit des heures sombres de son histoire en raison de la faiblesse de sa démocratie et du bafouement quotidien des droits humains. Le rapport 2024 du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies évoque un "rétrécissement de l'espace civique, une répression des opposants politiques, des professionnels des médias et des défenseurs des droits de l'homme." Le pays fait aussi face à de nombreux problèmes économiques comme les pénuries de carburant, d'eau et d'une série de produits de première nécessité.

Si le Congo (aujourd'hui "RDC") est bien inscrit dans la mémoire collective belge en tant qu'ancienne colonie, le Burundi et le Rwanda font aussi partie de cet héritage. Le Ruanda-Urundi était sous mandat belge et a été rattaché à la colonie mère en 1925. Son indépendance a été proclamée en 1962. Le chaos semble gagner les deux pays à plusieurs reprises du pouvoir. D'autant plus que ce pouvoir n'est pas pleinement organisé par des représentants élus et est plutôt concentré entre les mains d'une série de "généralistes". Selon la RPA (Radio Publique Africaine), le Burundi comptait une soixantaine de généraux "sans statuts officiels" (analyse faite en 2020). "De temps en temps, ces généraux reçoivent des enveloppes du président de la République. De l'argent qui n'est ni justifié ni marqué quelque part, mais donné juste selon le vouloir du président de la République." "On fait appel à des gens manipulables" "Le cercle des généraux, c'est l'équivalent du deep state", analyse Bob Rugurika, un journaliste burundais exilé en Belgique. Ce "deep state" sous-entend l'idée d'un état parallèle détaché du pouvoir décisionnel. "Les gens au pouvoir viennent du maquis et ne sont pas forcément éduqués. On fait ainsi appel à des gens sans formation qui sont facilement manipulables", complète le journaliste en comparant le Burundi au régime iranien. Un des bras armés du régime, ce sont les Imbonerakure, la ligue des jeunes du parti au pouvoir. C'est à ce mouvement qu'on attribue de nombreuses disparitions et exécutions sommaires, comme le relève Amnesty dans son rapport 2023. Le rapporteur des Nations unies, Fortuné Gaetan Zongo, a récemment déclaré au sujet de cette milice qu'elle "assiste, complète les effectifs ou remplace les forces de sécurité dans des localités où elles ne sont pas présentes sur l'étendue du territoire national". La presse menacée Depuis 2020 plusieurs journalistes ont été emprisonnés de manière arbitraire. L'association Reporters sans frontières estime que "le cadre légal existant n'offre aucune protection concrète pour favoriser le libre exercice du journalisme." Le rapport des Nations Unies confirme le rétrécissement de la liberté d'expression des journalistes en évoquant "des signes répressifs vis-à-vis des professionnels des médias : menaces, arrestations, détentions arbitraires et tentatives d'enlèvement. Ce climat a conduit plusieurs journalistes à s'autocensurer par crainte de représailles." Au motif d'"atteinte à la sécurité intérieure du pays", deux journalistes ont d'ailleurs été emprisonnés et condamnés à de lourdes peines. Ce qui illustre bien l'instrumentalisation de la loi et de la justice à des fins politiques." Pas une semaine sans une disparition Le pays semble en roue libre et indépendant de tout contrôle. Sur le site de SOS torture/Burundi, un avocat accuse la CNIDH (Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme) de n'exister que "pour couvrir les crimes commis par l'état sous le contrôle du parti au pouvoir." Selon la ligue burundaise des droits de l'homme (ITEKA), "le phénomène récurrent de cadavres des personnes tuées par des gens non identifiés s'est généralisé dans tout le pays et le pouvoir de Gitega ne manifeste aucun intérêt d'y mettre fin par des enquêtes approfondies afin de poursuivre les auteurs en justice." Dans la Libre (9/9/24), un fonctionnaire et un enseignant témoignaient en soutenant que "pas une semaine ne passe à Bujumbura sans qu'il y ait une disparition de quelqu'un qui se serait montré critique. Le pouvoir n'a pas besoin de preuve. La rumeur tue et la délation est devenue un sport national parce que tout le monde a peur." Spoliation : "les entrepreneurs n'osent plus investir" Les cas de spoliations sont aussi nombreux. Un exemple criant, c'est celui du docteur Sahabo. Grâce au soutien d'investisseurs suisses, ce médecin avait créé un hôpital de référence à Bujumbura le Kira Hospital aka "Swiss clinic". Depuis plus de deux ans, le docteur Sahabo est emprisonné et n'a pas encore été jugé. La clinique était un modèle et attirait les convoitises du pouvoir en place. En avril 2022, le médecin a été arrêté par les services du renseignement sans raison objective. Depuis la majorité de l'actionnariat est passée entre les mains d'institutions publiques. Cette situation est aussi un signal pour les investisseurs. "La situation des droits de l'homme a eu un impact sur l'économie, assure Bob Rugurika. Les entrepreneurs n'osent plus investir puisqu'on risque de les exproprier." En 2025, les Burundais se rendront aux urnes pour les élections législatives. En 2027, ce seront les présidentielles. Dans ce contexte où le pouvoir est cadencé et les répressions multiples, l'avenir des Burundais semble bien terne sous l'égide du président Evariste Ndayishimiye. Une mission du CNCD-11.11.11 au Burundi annulée en raison de la présence de journalistes belges C'est une décision qui illustre parfaitement l'insécurité qui règne autour des journalistes et de leur travail au Burundi. Du 13 au 20 octobre, le CNCD-11.11.11 avait prévu d'emmener trois journalistes belges au Burundi afin de présenter des projets humanitaires soutenus pour la coopération au développement belge et le CNCD. La délégation comprenait trois journalistes (L'Avenir, Le Vif et la RTBF) et deux membres du CNCD-11.11.11 dont son secrétaire général Arnaud Zacharie. L'avant-veille du départ, le Conseil National de la Communication du Burundi a informé le CNCD qu'il refusait l'accréditation des journalistes. Cette accréditation leur permettait d'exercer leur métier et de travailler au Burundi. Motif du refus : le CNCD avait mentionné qu'une association chargée de développement rural se portait garante de la présence des journalistes belges. Mais les rencontres de terrain prévues s'adressaient aussi à des ONG traitant des droits humains et de la démocratie. Et selon le Conseil National de la Communication, "la demande d'accréditation des journalistes concerne d'autres projets qui n'ont rien à voir avec votre champ d'action au Burundi." S'il y avait un doute sur les conditions de travail de la presse au Burundi, cette situation illustre parfaitement les difficultés d'y exercer la liberté d'expression au quotidien. Un hôpital rattaché, un directeur emprisonné Le docteur Christophe Sahabo avait co-créé l'hôpital Kira, la référence en soins de santé au Burundi. En 2022, il croupit en prison sans aucune justification valable. Le docteur Christophe Sahabo est ophtalmologue ; il a été

formÃ©e Ã GenÃve. Ã Bujumbura, grÃce Ã Swiss Med International - des investisseurs suisses, il Ãtait parvenu Ã crÃer l'hÃpital de rÃfÃrence au Burundi. Le projet a ÃtÃ bÃti sur 3 niveaux et 10000 m2 et inaugurÃ en 2015. Il regroupait services de mÃdecine. Mais le succÃs du Kira Hospital-Swiss clinic n'a pas manquÃ de susciter l'intÃrÃt du pouvoir en place. En avril 2022, le mÃdecin est arrÃtÃ par les services du renseignement. Depuis, il est en attente d'un procÃs. Pour les proches du mÃdecin, l'hÃpital et le docteur Sahabo "ont ÃtÃ laissÃs en pÃture aux 'gÃnÃraux' et Ã leur projet de spoliation." Le mÃdecin a ÃtÃ arrÃtÃ dans son bureau et a ensuite passÃ 48 jours dans un cachot. Les services prÃsidentiels voulaient qu'il dÃnonce les actionnaires europÃens, "ceux qu'on appelle 'les colons'". L'idÃe du pouvoir Ãtait bien de mettre la main sur ce prÃcieux outil de santÃ. "Toutes les affaires qui marchent dans ce pays sont l'objet de racket, nous rappelle un proche du mÃdecin. Les conditions de dÃtention de Christophe Sahabo sont assez difficiles. Sans justification, il a ÃtÃ dÃplacÃ dans une prison loin de ses proches, (Ã Ruyigi, Ã 200 km de Bujumbura) bÃnÃficiant de soins de santÃ limitÃs. Une partie de sa famille -dont son Ãpouse et ses enfants Ã- sont exilÃs en SuÃde. En septembre 2022, alors qu'il devait comparaÃtre Ã son procÃs, il a ÃtÃ victime d'un malaise et n'a donc toujours pas ÃtÃ jugÃ. "Nous sollicitons une nouvelle date, nous explique son avocat, Me Janvier. Mais le prÃsident ne me rÃpond pas. Je vais m'adresser au ministre pour savoir s'il est de connivence avec ce silence." L'avocat doute d'ailleurs de la bonne tenue du procÃs car, selon son analyse, "90 % des infractions pour lesquelles il est poursuivi ne peuvent Ãtre dÃbattues sur le fond. Ce sont des faits qu'on essaye d'orienter vers des infractions." D'autres relÃvent "d'atteinte au bon fonctionnement de l'Ãconomie nationale" sur base d'un transfert d'argent vers l'Ãtranger "mais ce n'est pas un crime", rappelle l'avocat. Nous avons Ãgalement parcouru une note de l'avocat reprÃsantant "les actionnaires spoliÃs". On y Ãvoque "un coup de force conÃu en fonction de la convoitise des recettes gÃnÃrÃes par la sociÃtÃ Kira Hospital." Selon cette synthÃse de l'avocat, la sociÃtÃ Swiss Med a "ÃtÃ dÃpouillÃe de sa majoritÃ" au Conseil d'administration. Tout cela au profit "d'actionnaires parabublics" "aux ambitions d'ÃmesurÃes". E. H.